

# cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX – N° 120 – VENDREDI 21 OCTOBRE 2011

## LA CANAILLE DU FAUBOURG

A Veria, dans le nord de la Grèce, des militants rétablissent l'électricité chez les pauvres qui ne peuvent plus payer. À quand les soviets ? ●

## AGENDA MILITANT

→ 1-4 novembre

Nice [G20 : Les citoyens contre-attaquent](#)

→ 3 novembre

Caen [Sahara occidental, dernier territoire colonisé en Afrique](#)

→ 5 novembre

Gap [L'héritage - Pareil, pas pareil](#)

→ 6-12 novembre

ND-des-Landes/Paris [En tracteur et à vélo](#)

→ 9 novembre

Metz [Assemblée citoyenne et populaire](#)

→ 11 novembre

Lyon [Les envoyés du mystère difficile](#)

## À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ Monde

[Palestiniades, sport solidaire avec les Palestiniens](#)

→ Culture

[Derrière le ballon](#)

## De l'indignation au Front de gauche ?

Le mouvement des indignés est maintenant mondial. Sur fond d'une crise globale, juste à côté de nous, en Espagne, en Italie, en Allemagne, le 15 octobre, les places d'Europe ont résonné au son d'une revendication commune : « *démocratie et égalité tout de suite !* ». Bras ballants devant des indignés qui s'en méfient, les organisations politiques sont face à une question que devrait vite se poser le Front de gauche : comment faire fructifier le potentiel politique de ce mouvement que personne n'avait vu venir ? Dit autrement, le mouvement peut-il acquérir la force nécessaire pour peser vraiment ou est-il voué à seulement « s'indigner » devant les dégâts sociaux et écologiques du capitalisme ? Le Parti socialiste y a répondu à sa manière avec sa primaire citoyenne qui a permis l'expression de trois millions de personnes. Qu'il les emmène maintenant droit dans le mur des déceptions est un autre débat tout aussi fondamental. Mais le Front de gauche qui veut mettre « *l'humain d'abord* » avec le mot d'ordre « *place au peuple* » doit répondre très concrètement à cette soif de transformation. Le potentiel est immense. L'espace politique aussi. La faute serait de ne pas s'y engouffrer. Il faut le dire et le faire partout et cela passe par au moins trois choses :

1 - mettre en place partout des assemblées vraiment citoyennes qui ne soient pas dominées par les intérêts boutiquiers des uns ou des autres. Place au peuple, d'accord, mais tout de suite !

2 - ne pas conduire les campagnes électorales pour élire un président ou des députés providentiels mais des hommes et des femmes qui aideront à trouver les solutions aux problèmes posés. Rejeter le « votez-pour-moi-et-rendez-vous-dans-cinq-ans », pour co-élaborer avec l'élu des solutions, voilà qui peut nous donner du pouvoir !

3 - affirmer les axes de ruptures nécessaires pour en finir avec l'impuissance devant le diktat de la finance : oui, il faut remettre en cause la propriété privée des principaux moyens de production et d'échange, en commençant par la nationalisation du secteur bancaire.

C'est maintenant que ça se joue !

● Julien Diudonnat  
FASE - Saint-Denis

## Presse : libérer du temps de cerveau pour l'émancipation

**Dire que la presse est en crise est une banalité. Mais s'agit-il d'une crise spécifique ou d'une des manifestations de la crise politique et sociale de nos sociétés ? Comment dépasser les rapports marchands et nouer des rapports émancipateurs entre professionnels et lecteurs ?**



Les nouvelles concernant la presse écrite sont rarement bonnes. A Dallas, en mars dernier, lors du congrès annuel de la *Newspaper Association of America*, le PDG de la *Journal Register Company* pronostiquait la disparition des journaux « dans dix ans sauf si le modèle est changé maintenant ». De son côté, le patron de *News Corp* calculait que la disparition du dernier quotidien aurait lieu en avril 2040. En juillet dernier, Rupert Murdoch sacrifiait brutalement le *News of the World*. Plus près de nous, les derniers jours ont été marqués par une grève de 4 jours à l'imprimerie du *Monde*, par l'annonce que *France-Soir*, moribond, souhaitait abandonner le support papier et par les grèves des rédactions du *Parisien* ou du groupe *Midi-Libre*...

### La faute à Internet et aux journaux gratuits ?

La presse écrite s'était déjà interrogée sur son avenir lorsque la télévision a pé-

nétré la quasi-totalité des foyers. Dire qu'elle y a résisté est exagéré. Un partage s'est opéré au détriment de l'information écrite : la messe du "20 heures" pour le plus grand nombre et une presse écrite de moins en moins pluraliste pour la partie de la population la plus exigeante.

**Les militants de la transformation sociale et écologique ont, en réalité, le plus grand intérêt à faire de la bataille de l'information une question prioritaire.**

La presse comme les médias audiovisuels vivent actuellement pour une bonne part par l'apport des publicités, qui contribuent au décervelage, à une

pseudo-valorisation par la consommation. Les difficultés pour recueillir cette "manne marchande", l'annonce de la restriction de la publicité sur les chaînes télévisées publiques auraient pu être l'occasion d'organiser des rencontres entre professionnels et public pour construire ensemble des propositions de rupture avec le système, pour d'autres modes de financement et également de gestion incluant les citoyens. Cela n'a pas été le cas.

A ce jour, la confrontation avec le web n'est pensée qu'en termes de marchés ; chaque groupe cherche à s'implanter dans une "niche". Ainsi, *Le Figaro* a lancé des sites spécialisés, à destination des amateurs de grands vins, par exemple ; de quoi attirer les publicités haut de gamme du secteur. *Les Échos* proposent évidemment un site spécialisé dans l'information financière et drainent les campagnes promotionnelles des "produits de placement". *Le Monde* vient de ●●●

●●● s'associer au *Huffington Post* pour lancer un nouveau site d'ici la fin de l'année.

Dans le même temps, les journaux gratuits et les sites web généralistes se sont multipliés. L'illusion est forte que ces médias, qui n'ont d'autres ressources que la publicité, permettent de s'informer. S'informer vite pour les uns, "en temps réel" pour les autres. S'ils saturent le marché, le citoyen n'en est pas mieux informé. Électroniques ou sur papier, ces médias ont inventé les journaux "low cost" : s'appuyant sur les mêmes sources qu'ils se contentent souvent de reproduire ; ils traitent des mêmes sujets sous le même angle et finissent par produire les mêmes articles.

Le tableau n'est pas uniquement négatif : paradoxalement, des sites web de qualité s'imposent comme *Médiapart*, *Owni*, *Basta*, *Bakchich* mais aussi *Atlantico*, *Slate* et d'autres. Et certains comme *Rue89* ou, à une échelle plus modeste, *Acrimed*, se lancent dans le support papier.

Dans ces conditions, aborder la question de l'information par le thème de "la crise de la presse" s'appuie sur des réalités, mais ne permet pas aux citoyens d'exprimer leurs exigences en matière d'information. On ne peut ignorer que la désaffection des lecteurs est parallèle à l'installation d'un taux élevé d'abstention et même d'absence d'inscription sur les listes électorales. C'est pourquoi l'idée selon laquelle « par



*temps de crise économique et sociale ravageuse, cette question* (de la presse et de l'information) *ne constitue pas une préoccupation prioritaire* » (1) est redoutable. Les militants de la transformation sociale et écologique ont, en réalité, le plus grand intérêt à faire de la bataille de l'information une question prioritaire. Quelle démocratie, quelle mobilisation populaire, quelle révolution citoyenne peut-on faire vivre si nos concitoyens ne disposent pas des moyens de se forger leur opinion, ou s'ils ont, massivement, le sentiment qu'ils n'ont pas la compétence pour le faire ?

#### La presse a sa part de responsabilité

La forme et le contenu de la presse doivent être interrogés. La presse écrite

a, le plus souvent, adopté le langage, le style et la mise en scène publicitaire. Quand ce qui est suggéré est plus important que ce qui est démontré, les deux gagnants sont le conformisme et "la main invisible" du marché.

Par exemple, les titres allusifs, autrefois apanage du *Canard* et de *Charlie*, ont envahi la presse française par l'entremise de *Libération*. Depuis, toute la presse a suivi. Même *L'Humanité*, *La Croix*, *Le Figaro*. Cette mise en scène publicitaire a un impact sur le contenu : elle privilégie l'instantané et le spectaculaire ; un événement chasse l'autre ; le ton de l'évidence s'impose... Or, la vocation de l'écrit, c'est de créer une distance, une ●●●

(1) ACRIMED : « [Le projet offensif, mais incomplet, du Front de gauche pour les médias](#) »

et ACRIMED : « [Le projet minimaliste du Parti socialiste pour les médias](#) »

# Le Monde



●●● différence de rythme qui permet de dépasser l'émotion première pour étalonner l'évènement sur l'échelle du temps et aller à la recherche du sens. De créer un "espace de réflexion" pour reprendre le slogan de *Politis*.

Au delà, la presse – à l'image des autres médias – nous renvoie une image déformée de la société, du réel. L'expérience du référendum de 2005 est dans toutes les mémoires. Mais tout un chacun a aussi vécu l'expérience du traitement dans la presse d'un sujet qu'il connaît bien : c'est peu de dire qu'on ne s'y reconnaît pas. Entre les exercices de propagande reprenant les "éléments de langage" définis par tel ou tel pouvoir et la reprise, sans esprit critique, des explications fournies par des services de communication, le monde de l'information vit sur lui-même mais ne tourne pas rond pour autant.

Les associations d'idées, les figures obliques, finissent par marquer les esprits de la majorité de nos concitoyens. Il n'est plus question des familles et des milieux populaires ; ne sont évoqués que les thèmes de "la banlieue", des "cités", des

"quartiers" - sous-entendus : "difficiles". Aborde-t-on des informations concernant les jeunes des milieux populaires... et les thèmes des "bandes", de "la laïcité" et du "communautarisme" ne sont jamais loin.

**Quand ce qui est suggéré est plus important que ce qui est démontré, les deux gagnants sont le conformisme et «la main invisible» du marché.**

Les ouvriers ne font la "une" que sous la forme des "victimes de la mondialisation". Et ceux qui résistent sont des "désespérés" qui refusent de "s'adapter" aux réalités d'aujourd'hui ou qui défendent "des acquis d'un autre âge". Il en résulte une véritable crise des représentations dont l'une des conséquences est la baisse... du nombre des lecteurs de la presse !

Au regard de la désaffection du lectorat populaire, il est symptomatique des

## Dans le programme du Front de gauche (extraits)

La Constitution que nous voulons garantira l'indépendance des médias à l'égard du pouvoir politique et des puissances de l'argent.

Nous améliorerons les conditions de travail des journalistes pour permettre une information indépendante, pluraliste et de qualité.

Un service public de l'information et de la culture, soustrait du pouvoir de l'argent et des pressions politiques, sera le garant du pluralisme et de l'exercice de la citoyenneté.

Nous proposerons une loi contre les concentrations dans les médias pour les libérer des logiques financières et du diktat de l'audimat afin de leur permettre d'accomplir leurs missions : pluralisme de l'information, culture et divertissement.

Nous refonderons un véritable pôle public des médias et garantirons l'existence des médias associatifs et de la presse d'opinion.

Nous créerons un Conseil national des médias composé d'élus, de professionnels et de représentants des usagers, chargé de veiller au respect de la responsabilité publique et nationale, et de favoriser la création de coopératives de presse ainsi que la diversification des programmes et de la pédagogie dans les écoles de journalisme.

limites du Front de gauche de tarder à engager le débat avec les professionnels du secteur ou avec les mouvements agissant dans le domaine de l'information.

### Inventer un autre avenir pour la presse

Les Assises internationales du journalisme tenues en janvier 2009 (2) ●●●

●●● ont défini 14 préconisations qui vont d'un statut juridique des rédactions qui les protégeraient des mouvements capitalistiques, à de nouvelles mesures anti-concentration, jusqu'à la création d'une instance « *compétente en matière d'éthique et de déontologie, tripartite (c'est-à-dire comprenant des représentants du public), ne prenant pas de sanctions disciplinaires, mais rendant des avis publics* ».

**Pour changer vraiment,  
il faut mettre  
le peuple au cœur  
de l'élaboration  
des propositions  
politiques.**

Ce dernier point devrait interroger les militants du Front de gauche : quels droits nouveaux favoriseraient la mobilisation des citoyens autour d'exigences en matière de pluralisme, d'éthique, de déontologie ? Mais aussi, comment favoriser une presse authentiquement populaire, c'est-à-dire proche des préoccupations des milieux populaires ? Quelles mesures favoriseraient la presse associative, coopérative, dont le but n'est pas l'enrichissement de ses propriétaires mais l'éducation populaire. Quels modes de prise en compte des critiques des citoyens faut-il inventer ?

Une telle démarche, utile pour la démocratie, ferait probablement évoluer le Front de gauche en dépassant les frontières entre "politiques" et "professionnels" mais aussi entre les spécialistes et les citoyens. Pour changer vraiment, il faut mettre le peuple au cœur de l'élaboration des propositions politiques.

● Gilles Boitte



### **Pour le droit de chacun à une information de qualité**

Propositions des Assises du journalisme (extraits)

LE SERVICE DU PUBLIC est au cœur du métier de journaliste, au cœur de la responsabilité de l'éditeur. Il importe donc d'associer ce public aux processus de restauration de la confiance dans la qualité de l'information. Il faut aussi impliquer les journalistes et les rédactions elles-mêmes dans la construction du référentiel éthique de la profession, et non le laisser à la seule jurisprudence des tribunaux. Aucune mesure unique ne peut y parvenir. Le développement conjugué de la médiation de presse, des chartes rédactionnelles, et d'une instance nationale de médiation peuvent concourir de façon décisive à l'amélioration de la qualité de l'information.

UNE PLUS GRANDE DIVERSITÉ SOCIALE ET CULTURELLE. Les écoles de journalisme doivent s'assurer que les candidats boursiers d'une part, issus de groupes culturels spécifiques d'autre part, puissent défendre leur chance au même titre que les autres à l'entrée en formation. Sans empêcher les parcours singuliers et sinueux qui font aussi la diversité du métier (spécialisation préalable autre que le journalisme notamment), le niveau réel d'entrée devra tendre à être conforme au niveau théorique des concours (Bac ou Licence) afin que les boursiers ne soient pas pénalisés (par application des règles nationales de linéarité des cursus). Les écoles mettront en place des politiques favorisant la diversité culturelle des étudiants. D'autre part, il conviendra de permettre à des personnes, aux parcours atypiques et n'ayant pu intégrer les cursus des écoles de formation initiale, de se professionnaliser. Des dispositifs qualifiants et certifiants pouvant relever de la formation continue devront leur être proposés. Il pourra s'agir de parcours longs et continus, modulaires (VAE) ou de contrats en alternance délivrant une qualification professionnelle reconnue par la profession.

## Les Indignés, la crise, les primaires et le Front de gauche

Une part croissante de la population mondiale entre en révolte. Le mot « Indignés » s'étend sur plusieurs continents, une pétition planétaire circule (l'avez-vous signée ?) : l'époque est à la quête d'un autre type de société. Se mêlent et le refus de se soumettre au diktat de la finance et celui de voir ses capacités d'interventions absorbées par une vie politique où peu parlent à la place de tous. Cela n'est pas toujours formulé comme je vais le faire, mais en creux s'exprime l'envie d'avoir du pouvoir sur sa propre vie. Non, pas toujours en creux : les salariés de Fralib entendent arracher à Unilever les moyens financiers pour que eux continuent à produire. Ce type de tentative se multiplie. L'aspiration à se constituer en pouvoir est bien dans l'air du temps. Elle devient le verrou de toute suite démocratique.

Nous n'avons jamais connu une crise du capitalisme aussi profonde. Sociale, financière et économique, cela va de soi. Mais la crise est aussi celle des systèmes fondés sur l'accaparement des pouvoirs par quelques-uns. De là vient la faillite des espoirs du XX<sup>e</sup> siècle. Partout, la perte de confiance envers le personnel politique et les institutions sont à mettre sur le compte d'une expérience où ce sont toujours les mêmes qui sont les dindons de la farce.

Les primaires du PS ont été une tentative de capter ce désir de participer aux choix politiques. Je ne m'étendrai pas sur le fait qu'elles sont intrinsèquement liées au bipartisme et à une hyper personnalisation de la politique. Mais même si j'y vois une illusion institutionnelle, lorsque près de trois millions de personnes y participent, c'est qu'elles ont cru trouver un moyen d'agir sur le cours des choses. Pourquoi ce désir de participation a-t-il été capté par le PS et non par le Front de gauche ? Je ne regrette pas que celui-ci n'organise pas ses primaires. Là n'est pas le problème. Mais que cette quête de prise de

responsabilité et le Front de gauche ne se soient pas rencontrés devrait conduire à se remettre en question. Invoquer « *la révolution citoyenne* », faire une petite place à la FASE ne suffit pas à ne pas donner le sentiment d'un cartel de partis et de dirigeants institutionnels au-dessus des citoyens. Entre enfermement dans les logiques institutionnelles et primauté au mouvement populaire, le pas n'a pas été franchi. Il est encore temps.

Au moment où tant de personnes veulent maîtriser leur sort, le Front de gauche devrait sortir d'un classicisme qui maintient dans un rapport délégataire. La démocratie ne se réduit pas au droit de vote. Elle doit favoriser et légitimer l'irruption du peuple dans ce qui est propriété des leviers de l'économie comme dans ce qui est aujourd'hui réservé à l'appareil d'Etat - ou aux partis. Si le Front de gauche ne leur permet pas d'intervenir jusque dans les enceintes où se prennent les décisions, de trop nombreux électeurs voteront par défaut, "utile". L'efficacité est de créer une situation nouvelle en considérant les mouvements de luttes comme des partenaires sur un pied d'égalité ; en les considérant comme des lieux où s'élabore comment rompre avec le capitalisme. Un Front de gauche ne peut exister sans leur participation à part entière. Ils doivent pouvoir dicter aux élus ce que doit être leur mandat devant chaque question. On ne peut continuer avec une politique exercée par les seuls partis, les autres étant cantonnés à la colère sociale ; pas plus que la société ne peut rester entre les mains des actionnaires. Nous sommes nombreux à participer à des mouvements, à des rencontres, c'est de là que nous pouvons donner corps à cette exigence.

Tant que ceux qui luttent disent qu'ils « *interpellent la gauche* » plutôt que « *la gauche c'est nous* », c'est qu'on ne leur a pas fait leur place.

● Pierre Zarka

## Le doigt dans le clafoutis

### Heureux François 1<sup>er</sup>

Las de ce François Hollande passant en boucle à la télévision, j'ai consacré le reste du dernier dimanche soir à me pencher sur un homme du même prénom : François 1<sup>er</sup> de Lorraine, duc de Guise.

Grâce à un livre d'Histoire, déniché chez un bouquiniste. Une référence, paraît-il : *Vie des grands capitaines*, monographie de François de Guise, par Brantôme. On y apprend (tome IV, p. 193) que le François en question s'est battu à Metz en 1552, sous le règne d'Henri II, fils de François 1<sup>er</sup>, le roi. Non à l'occasion d'un congrès, mais au cours du siège de cette ville contre Charles Quint.

À l'issue d'une bataille victorieuse pour le duc de Guise et chef militaire, un esclave Maure alla se jeter dans la ville sur un cheval volé à son maître vaincu. Ce dernier dépêcha un négociateur auprès du général pour la restitution du canasson et du fugitif. À quoi le vainqueur répondit qu'il rendrait le cheval,

« par courtoisie », mais que le Maure « avait cessé d'être esclave, dès qu'il avait mis le pied sur le sol français. »

Et François 1<sup>er</sup> de Lorraine de déclarer que « par le privilège de la France, de temps immémorial, celle-ci ne veut recevoir nul esclave chez soy, et tel qui serait le plus barbare étranger du monde, ayant mis seulement le pied dans la terre de France, il est aussitôt libre et hors de toute servitude et captivité, et est franc comme en sa propre patrie. » L'acte mettait en œuvre un édit de Louis X Le Hutin... du 3 juillet 1315.

Depuis près de 500 ans, sont libres, s'ils le désirent, celles et ceux qui touchent le sol de France. Et sont Français, s'ils le souhaitent, celles et ceux qui sont nés en France. J'avoue que la rhétorique de ce François-là, appliquant tout simplement le droit du sol, m'a donné des idées.

● Philippe Stierlin

« IL FAUT UNE  
GAUCHE FORTE  
CONTRE UNE  
DROITE DURE »

POUR LA GAUCHE DURE  
IL Y A EU PRESCRIPTION.



L'image de la semaine

**Interroger l'histoire pour construire l'avenir.** Il ya 50 ans, des milliers d'Algériens, pour beaucoup ouvriers des usines de la région parisienne, dont ceux du bidonville de Nanterre – partaient manifester pacifiquement à Paris sur les Grands Boulevards, à l'appel du FLN/France, contre le couvre-feu discriminatoire décrété à leur égard à Paris par le préfet Papon. Beaucoup n'en revinrent pas, matraqués à morts, jetés à la Seine. Les réactions en France furent alors moindres que celle qui suivit les 9 morts de la manifestation à Charonne contre l'OAS et la guerre d'Algérie, en février 62.

Le poète Kateb Yacine (1929-1989) s'adressait ainsi aux Français :

Peuple français, tu as tout vu  
 Oui, tout vu de tes propres yeux.  
 Tu as vu notre sang couler  
 Tu as vu la police  
 Assommer les manifestants  
 Et les jeter dans la Seine.  
 La Seine rougissante  
 N'a pas cessé les jours suivants  
 De vomir à la face  
 Du peuple de la Commune  
 Ces corps martyrisés  
 Qui rappelaient aux Parisiens  
 Leurs propres révolutions  
 Leur propre résistance.  
 Peuple français, tu as tout vu,  
 Oui, tout vu de tes propres yeux,  
 Et maintenant vas-tu parler ?  
 Et maintenant vas-tu te taire ?



Article paru dans *L'Humanité* du 18 octobre 1961

**Deux semaines sans elles !**



**Alors, relisez, faites lire**

**Cerises**

**contact.cerises@gmail.com**

Aujourd'hui, venir à bout des séquelles de cette guerre, du racisme sous toutes ses formes, c'est, entre autres, faire connaître ce point culminant de la répression, obliger les plus Hautes Autorités de la République à le reconnaître comme crime d'État. C'est ce que réclament de nombreuses organisations dans un appel, signé par l'Association des communistes unitaires, en ligne sur <http://www.17octobre61.org/> et le site [www.communistesunitaires.net / Initiatives](http://www.communistesunitaires.net/Initiatives).

**Reliquat d'une vision coloniale.** Libérations de Palestiniens contre celle de Guilad Shalit en Israël dont le gouvernement négocie avec le Hamas, mais bloque la reconnaissance de l'Etat palestinien. On ne peut que se réjouir de ce retour à la liberté de Shalit et des Palestiniens, mais une liberté restreinte pour la majorité de ces Palestiniens non autorisés par Israël à revenir sur leurs lieux de vie d'origine. N. Sarkozy après avoir reçu les parents de Shalit, mais non ceux de Salah Hamouri, vient de déclarer qu'il « *espérait que le Franco-palestinien emprisonné fera partie de la seconde vague de libération.* » Or la seconde phase de sortie des prisonniers palestiniens aura lieu dans deux mois, le 18 décembre, le jugement du tribunal israélien militaire prévoit la libération de Salah le 28 novembre. Le gouvernement français, par son non-engagement de fait pour Salah Hamouri tout au long de sa détention, aura ainsi choisi de conforter le « bon droit » de l'occupant, de l'État israélien engagé dans « *l'un des derniers conflits coloniaux de la planète* », ce que Denis Sieffert développe dans l'édition de *Politis* du 20 octobre.

**Contre les violences faites aux femmes, contre toutes les dominations.** L'Association des communistes unitaires a signé l'appel à la manifestation nationale du 5 novembre contre les violences faites aux femmes. La lutte contre ces violences et le sexisme est indispensable à tout projet de transformation sociale émancipateur. Il faut pour cela dépasser le seul constat des souffrances infligées aux femmes, aux ravages qu'elles provoquent dans leur entourage, et - au-delà de propositions concrètes, urgentes, replacer cette insupportable réalité dans la lutte contre toutes les dominations, pour autre conception des rapports humains et sociaux. Il est nécessaire de travailler la question de l'émancipation des femmes comme condition de l'émancipation de l'humanité tout entière et donc également des hommes. Texte de l'appel sur [www.communistesunitaires.net / Initiatives](http://www.communistesunitaires.net/Initiatives).

*Cerises* est édité  
 par les Communistes unitaires  
 Noyau de *Cerises*: Gilles Alfonsi  
 Gilles Boitte, Michèle Kiintz  
 Roger Martelli, Philippe Stierlin  
 Catherine Tricot, Zarz  
 contact.cerises@gmail.com  
 www.cerisesenligne.fr